

constitue le cœur. En Europe occidentale, dans quasi tous les pays, les partis socialistes constituent une force essentielle, soit au pouvoir, seuls ou en coalition, soit dans l'opposition et prêts à prendre la relève comme cela s'est produit tout récemment en France. Sauf en Italie, à Saint-Marin et à Chypre, les partis se réclamant du socialisme démocratique dominent la gauche. Les partis communistes ont une audience nulle ou faible dans la plupart des pays. Ils ne comptent vraiment que dans les trois pays précités, en France, en Finlande et, dans une mesure moindre, en Espagne et au Portugal. Quant à l'Islande, elle a un parti communiste important mais qui a rompu complètement les amarres avec le mouvement communiste international. Ces partis communistes sont travaillés par de profondes contradictions suscitées par leurs problèmes d'adaptation à la société industrielle avancée et à la démocratie pluraliste et par leurs rapports avec Moscou. Le parti communiste finlandais, profondément divisé, en est arrivé, depuis plus de dix ans, sur une médiation soviétique, à avoir un Comité central où deux tendances sont représentées à la proportionnelle. Le parti communiste italien recherche l'alliance avec l'eurosocialisme. A l'Assemblée européenne à Strasbourg, ses députés ont souvent voté les résolutions du groupe socialiste, ainsi pour condamner l'intervention soviétique en Afghanistan, alors que les députés communistes français s'y opposaient. Le parti communiste français, dont les tournants tactiques successifs déroutent plus d'un observateur, est dans un rapport de force défavorable avec les socialistes. Il se voit contraint d'être ce qu'il a toujours redouté d'être ces dernières années: une force d'appoint du socialisme démocratique. Il est certes capable d'un nouveau changement tactique, comme les précédents, pour obtenir un rééquilibrage au sein de la gauche à son profit. En durcissant sa position, il peut lancer en avant la Confédération générale du Travail (CGT), mais où cela va-t-il le mener? Ce qui est certain c'est qu'après un premier sérieux déclin en 1958 — une force électorale passant durablement de 25 p.cent à 20 p.cent — il a régressé cette fois à 15 p.cent. Si cela devait durer, M. Mitterand aurait gagné le pari qu'il faisait devant le XII^e Congrès de l'Internationale socialiste à Vienne en 1972: refaire un grand parti socialiste sur le terrain même des communistes en leur prenant une partie substantielle de leurs électeurs.

L'Eurosocialisme est peut-être aussi un terme abusif quant à la doctrine. Il faut craindre ces vocables passe-partout à saveur journalistique: on connaît la brève vie de l'eurocommunisme qui a bénéficié surtout d'une excellente campagne publicitaire des partis communistes eux-mêmes trop contents de se dédouaner du communisme soviétique. Pourtant, avec ses tonalités social-démocrate et socialiste — et le travaillisme n'est-il pas encore une autre tonalité? — le socialisme démocratique constitue bien une aspiration commune. Les clivages ne passent d'ailleurs pas entre les partis mais à l'intérieur des partis: il y a des tendances de gauche, du centre et de droite dans chaque parti. La gauche n'est pas forcément la plus forte là où le parti s'appelle socialiste plutôt